REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland



Le Directeur Général

PIECE N° 1

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°06/AONO/CIPM/CPC/2026 DU 16/11/2026 LANCE EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LA SOUSCRIPTION DES POLICES D'ASSURANCES RESPONSABILITE CIVILE CHEF D'ENTREPRISE, GLOBAL DOMMAGE ET AUTOMOBILE AU PROFIT DU CENTRE PASTEUR DU CAMEROUN

1. Objet :
Le présent appel d'offres national ouvert a pour objet la souscription des polices d'assurances responsabilité civile chef d'entreprise, Global dommage et automobile au profit du Centre Pasteur du Cameroun.

2. Financement :
Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le budget du Centre Pasteur du Cameroun, exercice budgétaire 2027

3. Consistance des prestations :
La consistance de ces prestations est détaillée dans les Termes de Référence (TDR) du présent DAO.

4. Tranches/Allotissement
Le présent appel d'offres comprend deux (02) lots indépendants :

- **Lot n° 1 : Global Dommages et Responsabilité Civile Chef d'Entreprise**
- **Lot n° 2: Automobile**

N.B : Un soumissionnaire peut être attributaire des deux lots

5. Coût prévisionnel
Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de :

- Lot 1 : 9 500 000 Fcfa
- Lot 2 : 8 000 000 Fcfa

6. Délai prévisionnel d'exécution
Le délai prévu par le maitre d'ouvrage pour l'exécution des prestations objet du présent Appel d'Offres est de **douze (12) mois**
Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

7. Participation et origine :
Le présent Appel d'Offres National est ouvert aux compagnies d'Assurances de droit camerounais installées au Cameroun, remplissant les conditions prévues par la réglementation en vigueur dans les Etats membres de la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances (CIMA) et agréées par le Ministre en charge des Finances

8. Financement
Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget du CPC exercice 2027

9. Mode de soumission
Le mode de soumission retenu pour cette consultation est hors Ligne

10. Cautionnement de soumission
Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivré par une banque ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 11 du DAO dont le montant s'élève à **FCFA TTC 190 000 (cent quatre-vingt-six mille)** pour le lot 1 **et 160 000 (cent soixante mille)** pour le lot 2, valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. Il doit être accompagné du récépissé de la CDEC, conformément à la lettre circulaire n°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics. En cas de chèque-banque ou certifié délivré en lieu et place des cautionnements, lesdits chèques doivent être transmis à la CDEC par l'établissement financier émetteur au moins sept (07) jours ouvrables avant l'ouverture des plis. L'absence de cette pièce entraîne le rejet immédiat de l'offre.
L'absence du cautionnement de soumission délivré par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Un cautionnement de soumission produit mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée, est considéré comme absent. Le cautionnement de soumission présenté par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

11. Consultation et retrait du dossier d'appel d'offres :
Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables dès publication du présent avis auprès du Secrétariat du Directeur Administratif et Financier du Centre Pasteur du Cameroun,
Tél. : 699 500 699, Email, cpc@pasteur-yaounde.org.

12.Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres :
Il peut être obtenu auprès dudit Secrétariat, sur présentation d'un reçu de versement d'une somme non remboursable **50 000 (cinquante mille) FCFA,** dans le compte N° 335 988 au nom du « Compte Spécial CAS ARMP ».

13. Remise des offres
Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (7) exemplaires dont l'original et six (6) copies marquées comme telles, comprenant le bordereau descriptif et quantitatif des prestations chiffrées sera déposée au plus tard le **21 décembre 2026 à 14h** sous enveloppe cachetée adressée à :

Madame le Directeur Général
du Centre Pasteur du Cameroun,
BP 1274 Yaoundé

Avec la mention :

Appel d'Offres National Ouvert N° 06/AONO/CIPM/CPC/2026 du 16/11/2026, lancé en procédure d'urgence pour la Souscription des polices d'assurances responsabilité civile chef d'entreprise, Global dommage et automobile au profit du Centre Pasteur du Cameroun.
A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement

14. Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remise sous pli scellé. Seront irrecevables par le maitre d'ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- Les plis parvenus postérieurement aux date et heure limites de dépôt
- Les plis sans indication de l'identité de l'appel d'offres ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPA ou offre uniquement en copie

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du dossier d'appel d'offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le ministère en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du dossier d'appel d'offres, entrainera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considéré comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

15. Ouverture des plis

L'ouverture des offres par la Commission de Passation des Marchés du Centre Pasteur du Cameroun se fera en une phase et aura lieu le **21 décembre 2026 à 15 heures** dans la salle de réunion sise au rez-de-chaussée.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprise.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois–(03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

16. Critère d'évaluation

16.1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment :

- Absence à l'ouverture de l'original du cautionnement de soumission timbré accompagné du récépissé de consignation timbré, délivré par la CDEC, conformément aux circulaires N°00001/PR/MINMAP/CAB du 25 avril 2022 relative à

l'application du Code des Marchés Publics et N°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution, et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics ;

- Absence de l'attestation d'adhésion au Code CIMA délivrée par le MINFI ;
- Non -production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis ;
- Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- Note technique inférieure à 80% ;
- Non-respect de l'une des spécifications techniques majeures indiquées dans les spécifications techniques de la fourniture du présent DAO,
- Absence de l'agrément ou de l'autorisation du fournisseur délivré par le fabricant ou absence de l'agrément ou de l'autorisation du fournisseur délivré par un distributeur agréé par le fabricant accompagné de l'agrément dudit distributeur ;
- Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- Absence d'une déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné de chantier durant les trois (03) dernières années
- Absence de capacité financière d'au moins 30% du montant prévisionnel
- Absence de la lettre de soumission.
- Absence de la charte d'intégrité
- Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales
- Absence de preuve d'acceptation des conditions du Marché (CCAP et TDR paraphés à chaque page et signées à la dernière avec la mention « lu et approuvé » avec le nom et la qualité du signataire) ;

16.2 Critères essentiels

a) les offres techniques

L'évaluation des offres techniques se fera sur la base de la grille de notation ci-dessous :

N°	Critères d'évaluation	Point
1	Présentation de l'offre	3
2	Références générales du soumissionnaire	7
3	Références spécifiques du soumissionnaire dans les risques similaires pour les trois (03) dernières années (2023, 2024, 2025)	15
4	Description détaillée des garanties sollicitées (conforme aux TDR)	15
5	Modalités de mise en jeu de la garantie	10
6	Couverture des engagements réglementés	15
7	Couverture de la marge de solvabilité	15
8	Cadence de règlement des sinistres dans la branche similaire au cours des trois (03) dernière années (2023, 2024, 2025)	15
9	Traités de réassurance dans la branche similaire en cours de validité	5
	TOTAL	**100**

Chaque proposition conforme se voit attribuer un score technique ; une proposition est rejetée à ce stade si elle n'atteint pas le score technique minimum de 80%.

17. Attribution du marché

Le marché issu de la présente consultation sera attribué à l'offre évaluée la moins disante.

18. **Durée de validité des offres**

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

19. **Renseignements complémentaires**

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux jours et heures ouvrables au Secrétariat du Directeur Administratif et Financier **Tél : 699 500 699.**

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaise pratiques, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS à la CONAC au Numéro 1517, l'autorité chargée des marchés publics (MINMAP (SMS ou appel) aux numéros : (237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Signé à Yaoundé, le 19/11/2024



Dr Suzanne Belinga
Directeur Général p.i

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

MINSANTE

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

CENTRE PASTEUR
DU CAMEROUN
The General Manager

PIECE No. 1

NATIONAL OPEN CALL FOR TENDER N° 06/AONO/CIPM/CPC/2026 OF NOVEMBER 16, 2026, LAUNCHED UNDER EMERGENCY PROCEDURE FOR THE SUBSCRIPTION OF CIVIL LIABILITY FOR BUSINESS MANAGER, COMPREHENSIVE DAMAGE AND AUTOMOBILE INSURANCE POLICIES FOR THE BENEFIT OF THE CENTRE PASTEUR DU CAMEROON

1. Purpose:
The purpose of this national open call for tenders is to underwrite the business liability, comprehensive damage, and automobile insurance policies for the Centre Pasteur du Cameroun.

2. Funding:
The services covered by this call for tenders are funded by the Centre Pasteur du Cameroun's budget for the 2027 fiscal years.

3. Scope of Services:
The scope of these services is detailed in the Terms of Reference (TOR) of this tender.

4. Phases/Lotting
This call for tenders includes two (02) independent lots:
- Lot No. 1: Comprehensive Damage and Civil Liability for Business Owners
- Lot No. 2: Automotive

Note: A bidder may be awarded both lots

5. Estimated Cost
The estimated cost of the operation following preliminary studies is:
• Lot 1: 9 500,000 CFA francs
• Lot 2: 8,000,000 CFA francs

6. Estimated Completion Time
The deadline set by the project owner for the execution of the services covered by this call for tenders is twelve (12) months.

7. Participation and Origin:
This National Call for Tenders is open to insurance companies incorporated under Cameroonian law and established in Cameroon, meeting the requirements of the regulations in force in the member states of the Inter-African Conference on Insurance Markets (CIMA) and approved by the Minister of Finance.

8. Financing
The services covered by this Call for Tenders are financed by the CPC budget for the 2027 fiscal years.

9. Submission Method
The submission method chosen for this consultation is offline.

10. Bid Bond
Each bidder must include with their administrative documents a stamped, hand-paid bid bond issued by a bank or insurance company authorized by the Minister of Finance to issue bonds for public procurement. A list of these companies is included in document 11 of the tender documents. The amount of the bond is FCFA 190,000 (one hundred and eighty-six thousand) for Lot 1 and FCFA 160,000 (one hundred and sixty thousand) for Lot 2, including all taxes. The bond is valid for thirty (30) days beyond the initial bid validity period. It must be accompanied by the CDEC receipt, in accordance with Circular Letter No. 000019/LC/MINMAP of June 5, 2024, concerning the procedures for establishing, depositing, storing, returning, and releasing bid bonds for public procurement. In the case of a bank or certified check issued in lieu of security deposits, said checks must be sent to the CDEC by the issuing financial institution at least seven (7) business days before the opening of the bids. Failure to provide this document will result in the immediate rejection of the bid.

The absence of a bid bond issued by a leading bank or a first-class financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds for public procurement purposes will result in the outright rejection of the bid. A bid bond produced but unrelated to the specific tender is considered absent. A bid bond submitted by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

11. Consultation and withdrawal of the tender documents:
The documents may be consulted during business hours upon publication of this notice at the Secretariat of the Administrative and Financial Director of the Pasteur Center of Cameroon, Tel.: 699 500 699, Email: cpc@pasteur-yaounde.org.

12. Acquisition of the Call for Tenders Documents:
It can be obtained from the said Secretariat, upon presentation of a receipt for payment of a non-refundable sum of 50,000 (fifty thousand) FCFA, into account No. 335,988 in the name of the "CAS ARMP Special Account".

13. Submission of Bids
Each bid, drawn up in French or English in seven (7) copies, including the original and six (6) copies marked as such, including the descriptive and quantitative schedule of the costed services, shall be submitted no later than **December 21, 2026 at 2.00** p.m. in a sealed envelope addressed to:

The Director General
of the Pasteur Center of Cameroon,
PO Box 1274 Yaoundé

With the following reference:

Open National Call for Tenders N° 06/AONO/CIPM/CPC/2026 of November 16,2026 launched under emergency procedure for the subscription of the company director's liability, comprehensive damage, and automobile insurance policies for the benefit of the Pasteur Center of Cameroon.

To be opened only during the opening session

14. Admissibility of Bids

The administrative documents, the technical bid, and the financial bid must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope. The following will not be accepted by the project owner:

- Envelopes bearing the identity of the bidders;
- Envelopes received after the submission deadline;
- Envelopes without the identity of the call for tenders;
- Envelopes that do not comply with the submission method;
- Failure to comply with the number of copies indicated in the RPA or offering only copies

Any incomplete bid in accordance with the requirements of the tender documents will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first-class organization or financial institution approved by the Ministry of Finance to issue bonds in the field of public procurement or failure to comply with the models of the documents in the tender documents will result in the outright rejection of the bid without any recourse. A bid bond produced but having no connection with the consultation in question is considered absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

15. Opening of Bids

The opening of bids by the Procurement Commission of the Centre Pasteur du Cameroun will be conducted in one phase and will take place on **December 21, 2026 at 3.00** p.m. in the meeting room located on the ground floor.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorized person of their choice, even in the case of a joint venture.

Under penalty of rejection, the required administrative file documents must be submitted in original form or in copies certified by the issuing department or competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Call for Tenders. They must be less than three (03) months old from the original bid submission date or have been prepared after the date of signature of the call for tenders.

In the event of absence or non-compliance of a document in the administrative file when the bids are opened after a period of 48 hours granted by the Commission, the offer will be rejected.

16. Evaluation Criteria

16.1 Elimination Criteria

The elimination criteria set the minimum conditions that must be met to be admitted to the evaluation according to the essential criteria. They must not be scored. Failure to comply with these criteria will result in the rejection of the bidder's offer.

These include:

- Absence at the opening of the original stamped bid bond accompanied by the stamped deposit receipt, issued by the CDEC, in accordance with Circulars No. 00001/PR/MINMAP/CAB of April 25, 2022, concerning the application of the Public Procurement Code, and No. 000019/LC/MINMAP of June 5, 2024, concerning the

procedures for establishing, depositing, storing, returning, and releasing bid bonds for public contracts;
- Absence of the CIMA Code membership certificate issued by the MINFI;
- Failure to submit, within 48 hours of the bid opening, a document from the administrative file deemed non-compliant or missing at the time of the bid opening;
- False declarations, fraudulent maneuvers, or falsification of documents;
- Technical score below 80%;
- Failure to comply with one of the major technical specifications indicated in the technical specifications for the supply of this tender document;
- Absence of the supplier's approval or authorization issued by the manufacturer, or absence of the supplier's approval or authorization issued by a distributor authorized by the manufacturer, accompanied by the distributor's approval;
- Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- Absence of a sworn statement that no project has been abandoned during the last three (3) years;
- Absence of financial capacity of at least 30% of the estimated amount;
- Absence of the letter of submission;
- Absence of the integrity charter;
- Absence of the declaration of commitment to respect environmental and social clauses;
- Absence of proof of acceptance of the contract conditions (General Terms and Conditions and Terms of Reference initialed on each page and signed on the last page with the words "read and approved" and the name and title of the signatory).

16.2 Essential Criteria
a) Technical Offers

The technical offers will be evaluated based on the Binary scoring grid below:

N°	. Evaluation	Point
1	Presentation of the Offer	3
2	General References of the Bidder	7
3	Specific References of the Bidder in Similar Risks for the Last Three (3) Years (2023, 2024, 2025)	15
4	Detailed Description of the Guarantees Requested (in accordance with the Terms of Reference)	15
5	Terms of Invoking the Guarantee	10
6	Coverage of Regulated Commitments	15
7	Solvency Margin Coverage	15
8	Claims settlement rate in the similar line of business over the last three (03) years (2023, 2024, 2025)	15
9	Valid reinsurance treaties in the similar line of business	5
	TOTAL	**100**

Each compliant proposal is assigned a technical score; a proposal is rejected at this stage if it does not achieve the minimum technical score of 80%.

17. Award of Contract
The contract resulting from this consultation will be awarded to the lowest evaluated bid.

18. Validity of Bids
Bidders remain bound by their bids for ninety (90) days from the deadline for submission of bids.

19. Additional Information
Additional information may be obtained during business days and hours from the Secretariat of the Administrative and Financial Director, Tel: 699 500 699.

20. Fight against Corruption and Malpractice
For any attempted corruption or malpractice, please call or text CONAC at 1517, or the authority responsible for public procurement (MINMAP, by text or call) at (237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Signed in Yaoundé 19th/11/2026



Dr Suzanne BELINGA
General Manager (ai)